

ADA
Société Anonyme
au capital de 4.442.402,16 euros
Siège social : 22-28 Rue Henri Barbusse
92110 CLICHY
338 657 141 RCS NANTERRE

RAPPORT DE GESTION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION
A L'ASSEMBLEE GENERALE MIXTE
DU 24 JUIN 2014

Mesdames, Messieurs,

Conformément à la loi et aux statuts, nous vous avons réunis en Assemblée Générale Mixte afin de vous rendre compte de la situation et de l'activité de notre Société et du groupe qu'elle forme avec les sociétés ADA COURTAGE, EDA, ADA SERVICES et ADA DEVELOPPEMENT, durant l'exercice clos le 31 décembre 2013 et de soumettre à votre approbation les comptes annuels et consolidés dudit exercice.

Nous vous donnerons toutes précisions et tous renseignements complémentaires concernant les pièces et documents prévus par la réglementation en vigueur et qui ont été tenus à votre disposition dans les délais légaux.

Vous prendrez ensuite connaissance des rapports des Commissaires aux Comptes.

ACTIVITE DE LA SOCIETE

1. ACTIVITE DE LA SOCIETE

1.1. Evolution en 2013

a) Chiffre d'affaires de location de véhicules de l'enseigne

Le chiffre d'affaires cumulé de l'enseigne ADA au 31.12.2013 s'élève à 79 M€. Il connaît une baisse de 7.80 % par rapport à l'année précédente.

L'activité de l'année confirme le positionnement de la marque ADA comme loueur de proximité à prix bas malgré une conjoncture économique compliquée.

b) - Chiffre d'affaires consolidé – Normes IFRS

Le chiffre d'affaires consolidé de 2013 s'établit à 35 M€ contre 37,5 M€ l'an dernier.

Le groupe se concentre sur le métier de franchiseur et ne possède au 31.12.2013 que trois succursales.

c) - Résultats consolidés

Les comptes présentés ci-après ont été établis conformément aux normes IFRS.

Les méthodes et principes de consolidation sont détaillés dans l'annexe des comptes consolidés. Ils sont identiques à ceux adoptés pour l'exercice précédent.

<i>en milliers d'euros</i>	2013	2012
Chiffre d'affaires	35 080	37 543
Achats et variations de stocks	-1 283	-714
Charges externes	-22 819	-24 006
Charges de personnel	-4 600	-4 206
Impôts et taxes	-902	-697
Dotation aux amortissements et aux provisions nettes	-6 876	-5 566
Autres produits et charges opérationnels	3 887	64
Résultat opérationnel	2 487	2 418
Résultat financier	-78	-471
Produits financiers	215	142
Charges financières	-293	-613
Résultat exceptionnel	0	0
Quote-part Résultat Société en équivalence	0	-2
Impôts différés	0	0
Impôt sur les bénéfices exigible	5	0
Résultat de l'exercice	2 414	1 945
Dont Part des minoritaires	0	0
Part du groupe	2 414	1 945

Le résultat d'exploitation s'établit à 2 487K€ contre 2.418 K€ l'exercice précédent.

Le résultat financier se solde par un résultat de (78) K€. Le résultat financier correspond principalement aux frais financiers sur les financements des immobilisations.

Le résultat net consolidé part du groupe est de + 2 414 K€ contre +1 945 K€ pour l'exercice précédent.

d) - Bilan consolidé

Actif	2013	2012
<i>en milliers d'€uros</i>	<u><i>NET</i></u>	<u><i>NET</i></u>
Écarts d'acquisition nets	9 461	9 430
Immobilisations incorporelles nettes	3 568	3 805
Immobilisations corporelles nettes	5 117	4 602
Actifs financiers non courants	552	571
Actifs d'impôt différé	1 768	1 767
Total actifs non courants	20 466	20 175
Stocks et en-cours nets	121	97
Créances clients nettes	14 443	14 307
Autres actifs courants	17 514	14 020
Charges constatées d'avances	791	669
Trésorerie et équivalents de trésorerie	385	1 000
Total actifs courants	33 254	30 093
ACTIF TOTAL	53 720	50 268
Passif	2013	2012
<i>en milliers d'€uros</i>	<u><i>NET</i></u>	<u><i>NET</i></u>
Capital et Réserves	21 917	19 967
Résultat de l'exercice	2 415	1 945
Capitaux propres part du Groupe	24 332	21 912
Intérêts minoritaires	0	0
Capitaux propres totaux	24 332	21 912
Provisions non courantes	395	341
Dettes financières non courantes	177	187
Total passifs non courants	572	528
Provisions courantes	30	30
Dettes financières courantes	6 589	8 813
Dettes fournisseurs	12 471	12 719
Autres passifs courants	9 307	5 792
Impôt exigible	0	0
Produits constatés d'avance	419	474
Total passifs courants	28 816	27 828
PASSIF TOTAL	53 720	50 268

Le coût de l'endettement s'analyse comme suit :

En milliers d'euros	2013	2012
Lignes de crédit et découverts bancaires	-223	-490
Charges financières au titre des contrats de crédit-bail	-64	-115
Intérêts sur comptes courants et autres	-6	-8
Total des charges financières	-293	-613
Produits d'intérêts bancaires	0	0
Divers	215	142
Total des produits financiers	215	142
Coût de l'endettement net	-78	-471

Le montant du compte courant de G7 au 31 décembre 2013 est créditeur à hauteur de 0,6 M€.

Le compte courant de notre société avec l'actionnaire G7 est assorti d'un avenant prévoyant le remboursement immédiat et sans condition, en cas de retrait de l'actionnaire principal.

Informations sur les délais de paiement des fournisseurs

Conformément aux articles L.441-6-1 et D.441-4 du code de commerce, nous vous informons qu'à la clôture des exercices 2012 et 2013, l'intégralité des dettes à l'égard des fournisseurs a une antériorité inférieure à 6 mois.

2. ACTIVITE DE LA SOCIETE MERE

ADA est la société holding du groupe. Son chiffre d'affaires s'établit en 2013 à 29,3 M€ contre 26,4 M€ l'exercice précédent. Il est constitué de droits d'entrée, de royalties, de facturation de frais centraux à ses filiales, de comptes centralisés, de ventes internet et les produits de redevances de location-gérance de fonds de commerce.

En tant que franchiseur, ADA développe et anime le réseau, en définit la politique commerciale et organise la mise à disposition du réseau avec les moyens nécessaires.

En tant que holding, elle organise l'administration pour l'ensemble de ses filiales et leur apporte l'expertise dans toutes les fonctions support dont elles ont besoin.

Le résultat net de l'exercice est un bénéfice de 3 148 K€ contre une perte de 1.923 K€ l'exercice précédent.

Événements importants survenus au cours de l'exercice clos

Par décision du Conseil d'Administration en date du 16 mai 2013, la société ADA a décidé l'absorption de ses filiales SAPN et ISSY LOCATION, avec effet rétroactif au 01/01/2013. De ce fait, elle exploite en location gérance les fonds de commerce antérieurement détenus par SAPN.

La société a développé des produits et prestations annexes et/ou complémentaires, notamment la réduction de franchise.

Des comptes courants ont été provisionnés pour un montant de 1,5M€ au cours de l'exercice.

Événements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Néant.

3. EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Les objectifs stratégiques 2014 sont les suivants :

1. Croissance interne :
 - Développement des produits additionnels,
 - Développement de l'activité Grands Comptes.
2. Croissance externe :
 - Développement du réseau.

Le réseau ADA dispose de sérieux atouts, notamment :

- Un maillage très dense du territoire avec un accès au marché de la proximité,
- Un modèle de franchise qui lui assure une véritable réactivité.

Positionné numéro 1 sur le segment porteur de la proximité avec un réseau de 410 agences, ADA dispose aussi d'un réseau de 58 agences Holiday Bikes.

Dans le contexte de crise économique et financière actuel, dont l'ampleur et la durée ne peuvent être anticipées avec précision, le groupe a obtenu pour l'année 2014 le renouvellement de ses approvisionnements (parc de véhicules) et l'essentiel de leur financement.

4. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

Au cours de l'exercice écoulé, notre Société, compte tenu de son activité, n'a engagé aucune dépense de recherche et de développement.

5. ACTIVITE DES FILIALES

5.1. EDA : société anonyme au capital de 147.000 €, détenue à hauteur de 99,94 %, ayant pour mission la gestion de la flotte de véhicules.

Le chiffre d'affaires de la société est ainsi constitué des mises à disposition du parc de véhicules aux franchisés et de produits complémentaires de prestations annexes (commissions, frais de courtage..).

Le chiffre d'affaires 2013 s'établit à 26,2 M€ contre 31,1 M€ au titre de l'exercice précédent.

Le résultat net est un profit de 1,4 M€ contre 2,8 M€ l'exercice précédent.

Evénements importants survenus au cours de l'exercice clos

Au cours de l'exercice 2013, la société EDA a transféré 3 fonds de commerce vers la société ADA (Castelsarrasin, Lauriston, Villebon).

Suite au contrôle fiscal qui s'est déroulé en 2013, l'Administration fiscale a notifié ses redressements en date du 30/09/2013, avec un rappel de TVA d'un montant de 61K€ au titre de la période du 01/01/2010 au 31/12/2010 et de 52 K€ au titre de la période du 01/01/2011 au 31/12/2011.

Evènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Néant

5.2. ADA SERVICES (anciennement dénommée HOLIDAY BIKES) : Entreprise unipersonnelle à responsabilité limitée au capital de 358.000 € détenue à 100 % est une société de prestations informatiques qui travaille pour l'essentiel pour le groupe ADA.

Elle est en charge du développement informatique du groupe. Les développements spécifiques sur la partie « agences » sont destinés à être mis à disposition des franchisés contre le paiement d'un loyer.

Depuis mars 2006, elle gère les franchises de la marque Holiday Bikes.

Son chiffre d'affaires s'établit en 2013 à 1 M€ contre 1,4 M€ au titre de l'exercice précédent et son résultat est une perte de (1,1) M€ contre (0,6) M€ au titre de l'exercice précédent.

Evénements importants survenus au cours de l'exercice clos

Par décision en date du 26 avril 2013, l'associé unique de la société HOLIDAY BIKES a décidé de modifier la dénomination de la société pour adopter celle d'ADA SERVICES.

Evènements importants survenus depuis la clôture de l'exercice

Néant

5.3. AUTRES FILIALES

En Euros	CHIFFRES D'AFFAIRES		RESULTAT	
	2013	2012	2013	2012
ADA COURTAGES	2 999 116	2 903 236	617 312	423 981
ADA DEVELOPPEMENT	909 029	873 199	-377 374	-262 337

Notes :

Par décision en date du 19 avril 2013, l'associé unique de la société LIMOGES LOCATION a décidé de modifier la dénomination de la société pour adopter celle de « ADA DEVELOPPEMENT ».

6. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES PARTICIPATIONS

Prises de participation ou de contrôles au cours de l'exercice 2013

Néant

Sociétés contrôlées directement ou indirectement au 31 décembre 2013

Contrôle de plus de 2/3 du capital

ADA COURTAGE	100,00%
EDA	99,94%
ADA SERVICES	100,00%
ADA DEVELOPPEMENT	100,00%

Sociétés au contrôle partagé au 31 décembre 2013

Par acte en date du 19 décembre 2013, la société ADA a cédé à ses deux co-associés dans le capital de la société BEZIERS LOCATION, l'intégralité de ses parts, soit 20% du capital social.

Autres informations

Par jugement en date du 20 janvier 2012, la société BELGIUM RENT, en liquidation, et ses administrateurs, parmi lesquels la société SAPN aux droits de laquelle se trouve désormais ADA, ont été condamnés à verser à un ancien salarié la somme de 63 K€ en principal. Les administrateurs ont fait appel de cette décision. La procédure est toujours en cours.

7. ACTIONNARIAT

7.1 STRUCTURE DU CAPITAL

Le capital social est fixé à 4.442.402,16 euros. Il est divisé en 2.922.633 actions d'une seule catégorie de 1,52 euros de valeur nominale, libérées intégralement.

7.2 RESTRICTIONS STATUTAIRES A L'EXERCICE DES DROITS DE VOTE ET AUX TRANSFERTS D' ACTIONS

Sous réserve des dispositions statutaires ci-après rappelées il n'existe pas de restriction statutaire particulière à l'exercice des droits de vote et aux transferts d'actions.

TRANSFERT DES TITRES (article 11)

« 1. Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation du capital, les actions sont négociables à compter de celle-ci.

« Les actions demeurent négociables après la dissolution de la société et jusqu'à la clôture de la liquidation.

« 2. La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des
« titulaires.

« 3. La transmission des actions se fait par virement de compte à compte selon les procédures prévues
« par la loi et les règlements.

« 4. Les actions sont librement cessibles, sauf dispositions législatives ou réglementaires.

« 5. Toute personne physique ou morale venant à détenir une fraction du capital ou des droits de vote
« égale à 2 % et de toute fraction additionnelle de 2% sans limitation, doit porter à la connaissance de
« la société le nombre total d'actions qu'elle détient. L'information doit être effectuée dans un délai
« de cinq jours de bourse à compter du jour où la fraction est atteinte.

DROITS DE VOTE (article 33)

« Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent et
« chaque action donne droit à une voix au moins.

« Sous réserve des règles particulières aux assemblées à forme constitutive, chaque membre de
« l'assemblée a autant de voix que lui en confèrent les actions qu'il possède sans limitation.

« Sauf convention contraire notifiée à la société, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les
« assemblées générales ordinaires et au nu-propriétaire dans les assemblées générales extraordinaires.

« Il appartient au propriétaire des titres remis en gage.

« Il est exercé par l'un des copropriétaires indivis ou par un mandataire commun.

« Tout actionnaire peut également voter par correspondance selon les modalités fixées par la loi et les
« règlements.

« Toutefois, un droit de vote double de celui conféré aux autres actions, eu égard à la quotité du capital
« social qu'elles représentent, est attribué :

« 1/ A toutes les actions entièrement libérées pour lesquelles il sera justifié d'une inscription
« nominative depuis deux ans au moins au nom du même actionnaire.

« 2/ Aux actions nominatives attribuées gratuitement à un actionnaire, en cas d'augmentation du
« capital par incorporation de réserves, bénéfiques ou primes d'émission, à raison d'actions anciennes
« pour lesquelles il bénéficie de ce droit.

« Ce droit de vote double cessera de plein droit pour toute action convertie au porteur ou transférée en
« propriété. Néanmoins, n'interrompt pas le délai ci-dessus fixé ou conserve le droit acquis, tout
« transfert par suite de succession, de liquidation de communauté de biens entre époux ou de donation
« entre vifs, au profit d'un conjoint ou d'un parent au degré successible.

« La fusion ou la scission de la société est sans effet sur le droit de vote double qui peut être exercé au
« sein de la ou des sociétés bénéficiaires, si les statuts de celles-ci l'ont institué.

7.3 LES PARTICIPATIONS DIRECTES OU INDIRECTES DANS LE CAPITAL DE LA SOCIETE DONT ELLE A CONNAISSANCE EN VERTU DES ARTICLES L 233-7 et L 233-12

Par courrier en date du 7 août 2013, la société TOCQUEVILLE FINANCE a informé la société ADA, qu'elle avait franchi, à la baisse, les seuils légaux de 15%, 10% et 5% en capital et de 5% en droits de vote et les seuils statutaires de 16%, 14%, 12%, 10%, 8%, 6%, 4% et 2% en capital et de 8%, 6%, 4% et 2 % en droits de vote et qu'elle ne détenait plus aucune action ADA à cette date.

Conformément aux dispositions de l'article L 233-13 du Code de Commerce et compte tenu des informations reçues en application des articles L 233-7 et L 233-12 du Code de Commerce, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires possédant, au 31/12/2013, plus du vingtième (5%), du dixième (10%), des trois vingtièmes (15%), du cinquième (20%), du quart (25%), des trois dixièmes (30%), du tiers (33,33%), de la moitié (50%), des deux tiers (66,66%), des dix-huit vingtièmes (90%) ou des dix-neuf vingtièmes (95%) du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales :

- La société G7 possède plus du 2/3 du capital social et plus des 2/3 des droits de vote ;
- La société ANATOLE FRANCE possède plus du vingtième du capital social et des droits de vote.

Conformément à l'article 11, al.5 des statuts, et compte tenu des informations reçues, nous vous indiquons ci-après l'identité des actionnaires possédant, au 31/12/2013, une fraction égale ou supérieure à 2%, 7%, 12%, 17%, 22%, 27%, 35,33%, 52%, 68,66%, 92% ou de 97% du capital social ou des droits de vote aux assemblées générales.

- La société G7 possède plus de 68,66% du capital social et des droits de vote ;
- La société ANATOLE FRANCE possède plus de 2% du capital social et des droits de vote.

7.4. PARTICIPATION DES SALARIES AU CAPITAL

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102 du Code de commerce, nous vous indiquons ci-après l'état de la participation des salariés au capital social au dernier jour de l'exercice, soit le 31 décembre 2013.

La proportion du capital que représentent les actions détenues par le personnel selon la définition de l'article L. 225-102 du Code de commerce s'élève au 31 décembre 2013 à moins de 0,1 %.

7.5. LA LISTE DES DETENTEURS DE TOUT TITRE COMPORTANT DES DROITS DE CONTRÔLE SPECIAUX ET LA DESCRIPTION DE CEUX-CI

Néant.

7.6. LES MECANISMES DE CONTROLE PREVUS DANS UN EVENTUEL SYSTEME D'ACTIONNARIAT DU PERSONNEL QUAND LES DROITS DE CONTROLE NE SONT PAS EXERCES PAR CE DERNIER

Néant.

7.7. LES ACCORDS ENTRE ACTIONNAIRES DONT LA SOCIETE A CONNAISSANCE ET QUI PEUVENT ENTRAINER DES RESTRICTIONS AU TRANSFERT D' ACTIONS ET A L'EXERCICE DES DROITS DE VOTE

Néant.

7.8. LES REGLES APPLICABLES A LA NOMINATION ET AU REMPLACEMENT DES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION AINSI QU'A LA MODIFICATION DES STATUTS DE LA SOCIETE

1/ Nomination et remplacement des administrateurs - Articles 14, 15 et 16 des statuts

Aux termes des articles 14, 15 et 16 des statuts, les administrateurs sont nommés par l'assemblée générale ordinaire, pour une durée de six ans, renouvelable.

Une personne morale peut être administrateur mais elle doit, dans les conditions prévues par la loi, désigner une personne physique qui sera son représentant permanent au sein du conseil d'administration.

Les fonctions d'un administrateur prennent fin à l'issue de la réunion de l'assemblée générale ordinaire des actionnaires ayant statué sur les comptes de l'exercice écoulé et tenue dans l'année au cours de laquelle expire le mandat dudit administrateur.

En cas de vacance par décès ou par démission d'un ou plusieurs sièges d'administrateur, le Conseil d'Administration peut, entre deux Assemblées Générales, procéder à des nominations à titre provisoire. Ces nominations sont soumises à la ratification de la prochaine Assemblée Générale Ordinaire. A défaut de ratification, les délibérations prises et les actes accomplis antérieurement par le Conseil n'en demeurent pas moins valables.

Lorsque le nombre des Administrateurs est devenu inférieur au minimum légal, les administrateurs restant doivent convoquer, dans les plus brefs délais, l'assemblée générale ordinaire en vue de compléter l'effectif du conseil.

Chaque administrateur doit être propriétaire d'une action au moins pendant toute la durée de son mandat.

Si au jour de sa nomination, un administrateur n'est pas propriétaire du nombre d'actions requis ou si en cours de mandat il cesse d'en être propriétaire, il est réputé démissionnaire d'office s'il n'a pas régularisé sa situation dans un délai de trois mois.

2/ Modifications statutaires – articles 40 et 41 des statuts

« L'assemblée générale extraordinaire est seule habilitée à modifier les statuts dans toutes leurs dispositions (art. 41, al.1).

« L'assemblée générale extraordinaire ne délibère valablement que si les actionnaires présents, représentés ou ayant voté par correspondance possèdent, sur première convocation, le quart et, sur deuxième convocation, le cinquième des actions ayant le droit de vote. A défaut de ce dernier quorum, la deuxième assemblée peut être reportée à une date postérieure de deux mois au plus à celle à laquelle elle avait été convoquée. Elle statue à la majorité des deux tiers des voix dont disposent les actionnaires présents ou représentés y compris les actionnaires ayant voté par correspondance (art.40).

7.9 LES POUVOIRS DU CONSEIL D'ADMINISTRATION EN PARTICULIER L'EMISSION OU LE RACHAT D' ACTIONS

Voir annexe « Tableau des délégations »

7.10 LES ACCORDS CONCLUS PAR LA SOCIETE QUI SONT MODIFIES OU PRENNENT FIN EN CAS DE CHANGEMENT DE CONTROLE DE LA SOCIETE SAUF SI CETTE DIVULGATION HORS LES CAS DE DIVULGATIONS OBLIGATOIRES PORTERAIT GRAVEMENT ATTEINTE A SES INTERETS

Néant

7.11 LES ACCORDS PREVOYANT DES INDEMNITES POUR LES MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION OU LES SALAIRES S'ILS DEMISSIONNENT OU SONT LICENCIES SANS CAUSE REELLE ET SERIEUSE OU SI LEUR EMPLOI PREND FIN EN RAISON D'UNE OFFRE PUBLIQUE

Néant.

7.12 TABLEAU DES DELEGATIONS DE POUVOIR AU CONSEIL POUR LES AUGMENTATIONS DE CAPITAL

Voir annexe « Tableau des délégations »

7.13 ELEMENTS DE CALCUL ET RESULTATS DE L'AJUSTEMENT DES BASES DE CONVERSION ET DES CONDITIONS DE SOUSCRIPTION OU D'EXERCICE DES VALEURS MOBILIERES DONNANT ACCES AU CAPITAL (ARTICLE L228-99 C.COM.)

Lors de l'augmentation de capital de la société ADA réalisée en 2009, les droits des titulaires de stocks options ont été maintenus d'une part en ajustant le prix d'exercice des stocks et d'autre part en ajustant le nombre d'actions sous options. Les formules suivantes ont été retenues :

Ajustement du prix d'exercice

$$NPE = PE - [(PE \times \text{valeur du DPS}) / Va]$$

Avec PE = prix d'exercice initial

NPE = nouveau prix d'exercice

Valeur du DPS = moyenne des cours d'ouverture du DPS pendant la période de souscription, soit : 0,105 €

Va = moyenne des cours d'ouverture de l'action pendant la période de souscription, ex droit de souscription, soit : 9,93 €

Ajustement du nombre d'actions sous options

$$N2 = N1 \times PE / NPE$$

Avec N1 = nombre d'actions sous options initial

N2 = nouveau nombre d'actions sous options

7.14 – OPERATIONS REALISEES PAR LES DIRIGEANTS, LES HAUTS RESPONSABLES OU PAR DES PERSONNES AUXQUELS ILS SONT ETROITEMENT LIES SUR LEUR TITRES (art. L621-18-2 t R621-43-1 du CMF et art. 223-22 A du RG AMF)

Opérations	Date	Nombre d'actions	Prix unitaire
Achat ⁽¹⁾	18/06/13	809	5,34 €
Achat ⁽¹⁾	01/08/13	20	5,70 €
Achat ⁽¹⁾	02/08/13	80	5,70 €
Achat ⁽¹⁾	05/08/13	475.762	6,00 €
Vente ⁽²⁾	18/12/13	175.358	6,00 €

Notes :

(1) Achats auprès d'actionnaires au porteur dont TOCQUEVILLE FINANCE

(2) Cession de 175.358 actions de ADA par G7 à sa filiale, la société ANATOLE FRANCE.

8. COMPTES SOCIAUX – RESULTATS - AFFECTATION

Examen des comptes

Nous vous précisons tout d'abord que les comptes qui vous sont présentés ont été établis selon les mêmes formes et les mêmes méthodes que les années précédentes.

<i>en Euros</i>	2013	2012
Chiffres d'affaires	29 266 137	26 396 428
Résultat d'exploitation	(1 120 601)	(457 782)
. Produits d'exploitation	31 827 657	27 117 856
. Charges d'exploitation	32 948 258	27 575 638
Résultat financier	2 691 607	(2 614 631)
. Produits financiers	3 033 287	813 573
. Charges financières	341 680	3 428 204
Résultat exceptionnel	752 360	(95 132)
. Produits exceptionnels	4 220 907	43 011
. Charges exceptionnelles	3 468 547	138 143
Impôt société	824 379	1 244 404
Résultat de l'exercice	3 147 745	(1 923 141)

Proposition d'affectation du résultat

Nous vous proposons de bien vouloir approuver les comptes annuels (bilan, compte de résultat et annexe) tels qu'ils vous sont présentés et qui font apparaître un bénéfice de 3 147 745,41 euros.

Nous vous proposons également de bien vouloir affecter le bénéfice de l'exercice de la manière suivante :

Bénéfice de l'exercice	3.147.745,41 euros
Absorption des pertes antérieures	(1.733.587,34) euros
	1.414.158,07 euros
A la réserve légale	70.707,90 euros
	1.343.450,17 euros
Solde au compte "report à nouveau"	

Compte tenu de cette affectation, les capitaux propres de la Société seraient de 18 229 014 euros.

Afin de nous conformer aux dispositions de l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons que les dividendes distribués au titre des trois derniers exercices :

Exercices	Dividende par action
31-12-2010	0,10
31-12-2011	-
31-12-2012	-

Le montant global des dividendes distribués aux actionnaires, au titre de l'année 2010, était de 292 263,30 euros.

Il est rappelé, en application des dispositions de l'article 243 bis du Code Général des Impôts, que ce montant est en totalité éligible à l'abattement de 40 % mentionné à l'article 158-3-2° du Code Général des Impôts.

Dépenses non déductibles fiscalement.

Conformément aux dispositions des articles 223 quater et 223 quinquies du Code général des impôts, nous vous précisons que les comptes de l'exercice écoulé ne prennent pas en charge de dépenses non admises dans les charges déductibles du résultat fiscal.

Tableau des résultats des cinq derniers exercices.

Au présent rapport est annexé, conformément aux dispositions de l'article R. 225-102 du Code de commerce, le tableau faisant apparaître les résultats de la Société au cours de chacun des cinq derniers exercices.

9. CONVENTIONS VISEES AUX ARTICLES L. 225-38 ET SUIVANTS DU CODE DE COMMERCE

Nous vous précisons qu'aucune convention entrant dans le champ d'application de l'article L225-38 du code du commerce n'a été conclue au cours de l'exercice écoulé.

Vos Commissaires aux Comptes ont été dûment avisés de ces conventions, notamment poursuivies, qu'ils retracent dans leur rapport spécial.

10. ADMINISTRATION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Nous vous précisons qu'aucun mandat d'administrateur ou de Commissaires aux Comptes n'est arrivé à expiration.

Liste des mandats et fonctions

Conformément aux dispositions de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, nous vous présentons, en annexe, la liste de l'ensemble des mandats et fonctions exercés dans toute société par chacun des mandataires sociaux.

- Monsieur Nicolas ROUSSELET, Président du Conseil d'Administration ;
- Monsieur Christophe PLONEVEZ, Directeur Général et Administrateur ;
- Monsieur André ROUSSELET, Administrateur ;
- La société EDA, Administrateur, représentée par Monsieur Jérôme PLOUSEAU.

11- ACHATS D' ACTIONS DE LA SOCIETE PAR ELLE-MEME (ARTICLE L 225-209 C.COM)

Conformément à l'article L 225-211 du Code de Commerce, nous vous donnons les informations suivantes :

- Nombre des actions achetées au cours de l'exercice clos : Néant
- Nombre des actions vendues au cours de l'exercice clos : Néant
- La société ne détient pas d'actions en propre à la clôture de l'exercice.

Aux termes de l'article L 225-209, alinéa 1, l'Assemblée Générale « (...) peut autoriser le Conseil d'Administration (...) à acheter un nombre d'actions représentant jusqu'à 10 % du capital de la société. L'assemblée générale définit les finalités et les modalités de l'opération, ainsi que son plafond (...). »

Nous vous soumettons un nouveau programme d'achat d'actions de la société ADA sur le fondement de ce texte à hauteur d'un montant maximum de 10 % du capital social au jour de la décision du conseil d'administration, en fixant par ordre de priorité les utilisations suivantes :

- céder ou d'attribuer des actions aux salariés et/ou aux dirigeants du Groupe ADA dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi, notamment en cas d'exercice d'option d'achat d'actions ou d'attribution gratuite d'actions existantes ou par cession et/ou abondement dans le cadre d'une opération réservée aux salariés,
- améliorer la gestion financière des fonds propres de la société,
- favoriser la liquidité des titres de la société dans les conditions définies par le Règlement Général de l'Autorité des Marchés Financiers,
- faciliter une opération de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport,
- mettre en œuvre toute pratique de marché qui viendrait à être reconnue par la loi ou par l'AMF,
- annuler tout ou partie des titres ainsi rachetés, sous réserve de l'autorisation de réduire le capital social donnée par l'Assemblée générale.

La société ne pourra acheter ses propres actions qu'à un prix unitaire au plus égal (hors frais d'acquisition) à la moyenne des cours de clôture constatés au cours des 20 séances de Bourse précédant le conseil d'Administration du 20 mars 2014, soit 6,58 euros. Le montant total des fonds destinés à la réalisation de ce programme d'achat d'actions ne pourra dépasser 1.922.944,41 €.

Le nombre maximum d'actions susceptibles d'être acquises dans le cadre de la présente autorisation ne devra pas représenter plus de 10 % du nombre total des actions composant le capital de la société à la date de la décision du Conseil. A titre indicatif, au 31 décembre 2013, le capital est divisé, en 2.922.633 actions.

Lorsque les actions sont rachetées pour favoriser la liquidité dans les conditions définies par le Règlement général de l'Autorité des marchés financiers, le nombre d'actions pris en compte pour le calcul de cette limite de 10%, correspond au nombre d'actions achetées, déduction faite du nombre d'actions revendues pendant la durée de l'autorisation.

Lorsque les actions sont rachetées pour faciliter une opération de croissance externe, de fusion, de scission ou d'apport, le nombre d'actions acquises par la société ne peut dépasser 5% de son capital, dans la limite globale de 10%.

L'acquisition, la cession, ou le transfert des actions pourra être effectué par tous moyens, sur le marché ou hors marché (conventions complexes ou transactions sur blocs) conformément aux dispositions légales en vigueur sur Alternext. Ces actions peuvent être annulées dans la limite de 10% du capital de la société par périodes de vingt-quatre mois.

En cas d'opération sur le capital notamment par incorporation de réserves et attribution d'actions gratuites, division ou regroupement des titres, les prix indiqués ci-dessus seront ajustés en conséquence.

Cette autorisation, si elle est autorisée par l'assemblée, sera valable pour une durée de 18 mois à compter de l'approbation du programme par l'Assemblée générale mixte du 24 juin 2014, soit jusqu'au 23 décembre 2015 inclus.

12 - POLITIQUE SOCIALE

Effectifs

	ADA	EDA	ADA DEVELOPPEMENT	ADA COURTAGE	SAPN	ISSYLOCATION	TOTAL
Au 31.12.2013	35	13	10	4	0	0	62
Embauches	+21	+4	+36	+3	+1	+4	69
Sorties	-22	-6	-30	0	-5	-4	-67
Dt Mutations Groupe	1	3	15	0	3	2	24
<i>Effectif Moyen 2013</i>	<i>36,5</i>	<i>13,23</i>	<i>9,44</i>	<i>2,83</i>	<i>0,30</i>	<i>1</i>	<i>63,30</i>
Au 31.12.2012	36	15	4	1	4	0	60
<i>Effectif Moyen 2012</i>	<i>34,8</i>	<i>15,2</i>	<i>4,5</i>	<i>0</i>	<i>1,8</i>	<i>0</i>	<i>56,30</i>

Effectif moyen

L'effectif moyen 2013 est en légère hausse par rapport à l'année dernière (63 salariés en 2013 contre 56 salariés en 2012).

Entrées 2013

CDD : 10

CDI : 55 : la plupart de ces entrées sont des salariés repris des agences en restructuration (y compris 13 agences reprises par ADA DEVELOPPEMENT).

Sorties 2013

Fin de CDD : 12

CDI : 55, à l'identique des entrées, la plupart des sorties sont liées aux cessions d'agence avec salariés.

Temps de travail

Personnel affecté en agence

Durée hebdomadaire moyenne de travail : 35 heures

Personnel de siège

Durée hebdomadaire de travail effectif de 37 heures, donnant droit à 12 jours ouvrés de repos par an.

Personnel handicapé

1 salarié handicapé est employé au sein du groupe depuis plus de 10 ans.

Absentéisme

L'absentéisme constaté sur l'année 2013 reste faible : 4 arrêts de travail pour maladie > à 3 semaines, 1 congé maternité, 1 congé paternité.

Rémunérations

Les augmentations de salaire sont individualisées et correspondent à l'augmentation du coût de la vie (environ 1,5 %) ou à des changements de fonction.

En 2013, il n'y a pas eu de versement au titre de la Réserve Spéciale de Participation calculée sur l'exercice 2012.

L'entreprise est soumise aux accords collectifs suivants :

- Convention Collective Nationale des Bureaux d'Etudes Techniques, Cabinets d'Ingénieurs Conseils et des Sociétés de Conseil (Syntec) pour ADA
- Convention Collective Nationale des Services de l'Automobile pour toutes les autres sociétés : EDA et ADA DEVELOPPEMENT.

Relations sociales

Il existe une Délégation Unique du Personnel, dont le renouvellement est prévu début 2014. En 2013, le budget du comité d'entreprise a été de 23 220 €.

Formation

Durant l'année 2013, il a été dispensé 270 heures de formation à 11 salariés. Le budget consacré à ce poste représente 16 705 €.

En 2013, nous avons accueillis 3 stagiaires intégrés au sein de l'école de formation à la franchise ADA.

Parité

La parité entre les hommes et les femmes est pour 2013 :

- . 45 % d'hommes en 2013 (51% en 2012),
- . 55 % de femmes en 2013 (49% en 2012).

13 - FACTEURS DE RISQUES**Risques liés à l'activité de la Société****Risque lié aux relations constructeurs et réseaux de distribution de véhicules**

Le Groupe ADA s'approvisionne auprès de tous les constructeurs ayant une politique de vente directe aux loueurs en France.

Les volumes achetés représentent près de 5.000 véhicules par an, dont la quasi-totalité avec contrat de vente avec clause de rachat (« buy-back »). Cette clause consiste en un engagement de reprise du véhicule par le constructeur, ce qui limite pour ADA le risque de fluctuation du marché du véhicule d'occasion.

Ce volume se répartit équitablement entre tous les constructeurs et il n'y a pas de dépendance directe forte avec l'un d'entre eux.

Un refus de vente des constructeurs avec clause de buy-back impacterait négativement l'activité de ADA sur les points suivants :

- perte de flexibilité sur la taille de la flotte en cas de chute de l'activité économique ;
- risque inhérent aux fluctuations du marché des véhicules d'occasion.

Risque lié à l'environnement concurrentiel

Le réseau ADA, loueur majeur de proximité, est le premier loueur de véhicules utilitaires grâce à un maillage de proximité de 410 agences, dont 96% s'adressent à des besoins de déplacements qui ne sont pas précédés de trajet en train ou en avion.

90% des locataires du réseau ADA ont une adresse fixe (domicile ou professionnelle) à moins de quinze minutes d'une agence.

Plus de 70% des locataires sont des particuliers.

Les trois loueurs internationaux (Avis, Hertz et Europcar) qui se partagent 60% du marché global de la location courte durée en France sont nettement plus présents en gares et aéroports. Leur politique commerciale est avant tout tournée vers le marché *corporate*.

Avec 410 points de vente, le réseau ADA, acteur majeur sur le marché du *low cost* est donc particulièrement bien positionné.

Toutefois, le marché de la location de véhicules est fortement concurrentiel.

Les franchisés de ADA sont exposés à des risques liés aux réductions de prix qui pourraient être pratiquées par les concurrents. Ces réductions de prix pourraient avoir un effet négatif sur les revenus de ADA dans la mesure où ces franchisés se trouveraient dans l'obligation de réduire leurs prix et en conséquence le montant de la redevance perçue par ADA.

Cependant, dans la mesure où ce sont pour l'essentiel de petites structures, les franchisés sont à même de réagir et de s'adapter très rapidement aux variations des prix.

Risque clients

Le Groupe ADA estime ne pas être confronté à un problème de dépendance vis-à-vis d'un ou plusieurs de ses clients.

Quant aux franchisés, le plus important d'entre eux représente moins de 4% du chiffre d'affaires de l'enseigne.

Le Groupe ADA sous-loue une grande partie de la flotte de véhicules à son réseau de franchisés et son résultat d'exploitation pourrait être impacté négativement par une série de défaillances et de dépôts de bilan.

Risque lié à la fluctuation des prix du pétrole

Le Groupe ADA n'a pas observé, lors des dernières fluctuations des prix du pétrole, d'impact sur son activité.

Cependant, une forte volatilité des prix du pétrole est susceptible d'avoir un impact négatif sur l'activité de location de véhicules courte durée en décourageant les consommateurs de louer.

Risques financiers

Il n'existe pas de variation significative entre la juste valeur des actifs et passifs financiers et leur valeur au coût amorti dans les états financiers.

- Risque de taux d'intérêt :

Les dettes financières du groupe ADA au 31 décembre 2013 sont intégralement constituées par des tirages de lignes spot d'une durée allant généralement jusqu'à 6 mois. Elles correspondent principalement au financement des acquisitions de véhicules particuliers et utilitaires pour une durée de détention respectivement de 6 mois et de 12 mois. Ces tirages portent intérêt au taux fixe de la période.

- Risque de change :

L'essentiel des points de vente est situé en zone euro.

La part de chiffre d'affaires réalisée hors zone euro est donc très faible et le risque de change négligeable. La société n'a pas mis en œuvre une couverture des risques de change.

- Risque sur actions :

Au 31 décembre 2013, la société ADA ne détient pas d'actions en propre.

Il n'existe pas au 31.12.2013 d'investissement en actions (placements ou participations). Ces risques sont très faibles dans la mesure où les placements occasionnels portent généralement sur des actifs monétaires à très court terme.

- Risque de crédit :

	2013	2012
Créances clients	14 443	14 307
Créances sur les constructeurs	3 711	2 912
Autres	13 803	11 108
Exposition maximum au risque de crédit	31 957	28 327

Il existe un comité interne d'analyse et de surveillance des risques (notamment les risques d'impayés des franchisés). Des mesures particulières de prévention de ces risques spécifiques ont été prises à compter de l'exercice 2005 afin d'en minorer le coût (assurances spécifiques, garanties personnelles). A noter que le plus important franchisé ne représente que 3,81 % du chiffre d'affaires de l'enseigne.

Tableau de passage des dépréciations

<i>En milliers d'euros</i>	Provision au 01/01/13	Mouvements de périmètre	Dotations	Reprises utilisées	Provisions au 31/12/2013
Créances clients	7 193		2 765	7 036	2 922
Débiteurs divers	1 424		0		1 424
Total provisions	8 616		2 765	7 036	4 345

Les provisions sur débiteurs divers sont essentiellement constituées de provisions sur compte courant d'entités non consolidées.

- Risque de liquidité :

L'essentiel des dettes financières et courantes est à moins de 6 mois. L'échéancier ci-dessous indique la maturité des dettes sur des intervalles de 6 mois car la majorité des engagements (constructeurs, tirages de lignes SPOT) le sont sur cette durée.

	Echéance non définie	Moins de 6 mois	Plus de 6 mois	Plus de 1 an	2013	2012
Dettes constructeurs		4 466			4 466	1 319
Dettes fournisseurs		12 471			12 471	12 719
C/C G7 Entreprises	563				563	563
Dettes diverses		340			340	70
Dettes financières Ets Crédit		3 434			3 434	5 100
Découvert		2 945			2 945	3 308
Instruments dérivés					0	0
Crédit Bail			177	210	387	592
Total des échéances	563	23 656	177	210	24 606	23 671

Le tableau récapitule les échéances des dettes financières et courantes, hors charges sociales et fiscales, détaillées en note 5.2 de l'annexe aux comptes consolidés.

La société gère son financement et ses besoins de sortie de ressources par le biais des lignes de crédit négociées, et auprès du groupe G7 à travers le compte courant. Les lignes de crédit sont tirées pour une durée de six mois, renouvelables au-delà de 1 an.

Il n'existe aucun covenant lié aux emprunts et dettes financières.

L'échéancier n'intègre pas les engagements fermes de locations mais l'information est donnée en note 5.1 de l'annexe aux comptes consolidés.

Risques juridiques

Risques liés à la résiliation des contrats de franchise

Le groupe ADA est engagé dans des procédures judiciaires survenant dans le cadre des activités courantes, et à notre connaissance il n'existe pas à ce jour de faits exceptionnels ou litiges particuliers qui ne seraient pas couverts par des provisions adéquates, et/ou qui pourraient revêtir une incidence significative sur l'activité, les résultats, la situation financière et le patrimoine d'elle-même et de ses filiales.

Il est précisé qu'en cas de résiliation du contrat de franchise par le franchiseur pour manquement contractuel du franchisé, il n'est dû aucune indemnité par le franchiseur au franchisé, sauf si ce dernier obtient la condamnation judiciaire du franchiseur pour résiliation abusive. De façon générale, il n'est prévu aucun cas de résiliation anticipée, sauf accord amiable et exprès des parties.

Assurances – risques automobiles

Politique générale d'assurance du groupe

L'objectif de la politique d'assurance est de protéger le bilan et le compte de résultat du Groupe de la survenance de risques significatifs identifiés qui pourraient l'affecter. Ce transfert de risques s'intègre parfaitement dans le processus de gestion des risques du Groupe. En conséquence, la solvabilité financière des assureurs retenus est un critère important dans le choix du Groupe. Les principaux risques couverts sont identifiés ci-après :

- Responsabilité civile générale et professionnelle

Le Groupe a souscrit un contrat englobant la plupart de ses filiales, les autres étant couvertes par des contrats distincts pour des raisons propres. Ce contrat couvre les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile de ces entités. Il couvre notamment la Responsabilité Civile Exploitation y compris les atteintes à l'environnement, la responsabilité civile après achèvement des travaux et prestations de livraison des produits. La capacité du marché de l'assurance étant limitée pour certains types d'évènement, ce contrat est assorti de limites globales et de franchises qui concernent notamment les risques liés à l'environnement.

Ce contrat n'a jamais fait l'objet d'une sinistralité significative.

- Dommages aux biens

Le Groupe a souscrit un contrat pour couvrir l'ensemble de ses biens (immobilisations et stocks) ainsi que ceux de ses filiales. La limite de la garantie couvre le sinistre maximum raisonnablement envisageable compte tenu des mesures de prévention et de protection mises en place. La capacité du marché de l'assurance étant limitée pour certains types d'évènement, ce programme est assorti de limites globales et de franchises qui concernent notamment les risques liés aux catastrophes naturelles.

Ce contrat n'a jamais fait l'objet d'une sinistralité significative.

- Couverture de la flotte de véhicules

Le Groupe a mis en place une couverture de tous ses véhicules conforme aux exigences légales en vigueur.

Le Groupe a procédé à une revue de ses risques et il considère qu'il n'y a pas d'autres risques significatifs hormis ceux présentés dans la présente section.

Vous allez également être informés par votre Conseil d'Administration, dans son rapport spécial établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-184 du Code de commerce, des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L. 225-177 à L. 225-186 du Code de commerce concernant les options de souscription ou d'achat d'actions et dans son rapport spécial établi conformément aux dispositions de l'article L. 225-197-4 du Code de commerce, des opérations réalisées en vertu des dispositions prévues aux articles L. 225-197-1 à L. 225-197-3 du Code de commerce concernant les attributions d'actions gratuites.

Le Conseil d'administration

MONTANTS DES HONORAIRES VERSES AUX COMMISSAIRES AUX COMPTES

En application de l'article 221-1-2 du règlement général de l'Autorité des marchés Financiers, nous vous informons que les honoraires des commissaires aux comptes au titre de l'exercice 2013 s'élèvent à 113 K€, contre 115 K€ en 2012.

AUDIT	EY				COMPAC				AUTRES			
	MONTANT HT		%		MONTANT HT		%		MONTANT HT		%	
	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012	2013	2012
Commissariat aux comptes certifications												
Examen des comptes individuels et consolidés												
Emetteur	68,5	65	5%	-21%	39,5	38	4%	-12%		2	-100%	-33%
Filiales intégrées globalement	5	10	-50%	100%						0		-100%
Autres Diligences et prestations directement liés à la mission du commissaire aux comptes												
Sous total	73,5	75	-2%	-9%	39,5	38	4%	-12%	0	2	-100%	-83%
Autres prestations rendues par les réseaux aux filiales intégrées globalement												
Juridique, Fiscal, Social												
Autres (à préciser si > 10% des honoraires)												
Sous total												
TOTAL	73,5	75	-2%	-9%	39,5	38	4%	-12%	0	2	-100%	-83%

RESULTATS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

<i>Date d'arrêté Durée de l'exercice (mois)</i>	<i>31/12/2013 12</i>	<i>31/12/2012 12</i>	<i>31/12/2011 12</i>	<i>31/12/2010 12</i>	<i>31/12/2009 12</i>
<i>CAPITAL EN FIN D'EXERCICE</i>					
Capital social	4 442 402	4 442 402	4 442 402	4 442 402	4 442 402
Nombre d'actions					
- ordinaires	2 922 633	2 922 633	2 922 633	2 922 633	2 922 633
- à dividende prioritaire					
Nombre maximum d'actions à créer					
- par conversion d'obligations					
- par droit de souscription					
<i>OPERATIONS ET RESULTATS</i>					
Chiffre d'affaires hors taxes	29 266 137	26 396 428	18 099 716	20 057 232	18 143 996
Résultat avant impôt, participation, dot. amortissements et provisions	3 696 615	474 957	1 678 114	1 920 040	1 979 199
Impôts sur les bénéfices	824 379	1 244 404	694 232	965 724	384 970
Participation des salariés					
Dot. Amortissements et provisions	1 373 249	3 642 506	2 259 993	2 490 936	1 380 244
Résultat net	3 147 745	-1 923 141	112 353	394 828	983 925
Résultat distribué					
<i>RESULTAT PAR ACTION</i>					
Résultat après impôt, participation, avant dot.amortissements, provisions	2	0	1	1	1
Résultat après impôt, participation dot. amortissements et provisions	1	0	0	0	0
Dividende attribué					
<i>PERSONNEL</i>					
Effectif moyen des salariés	37	35	34	33	32
Masse salariale	2 020 411	1 885 193	1 922 405	1 824 032	1 729 717
Sommes versées en avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales...)	956 282	854 477	915 142	876 135	786 265